



Présence

Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23
1200 Bruxelles
Email: info@pbi-belgium.org
<https://pbi-belgium.org/>
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4020 LIEGE
P 001436



N° 145

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Liège - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

Editorial

Comme chaque année, notre organisation publiait il y a peu son rapport annuel international 2022. Celui-ci est disponible en anglais, en espagnol et bientôt en français. On y présente non seulement les défis auxquels sont confrontés les défenseur(e)s de l'environnement et des droits humains, mais aussi l'impact de leur travail ainsi que le rôle de PBI en Amérique latine, au Kenya, au Népal et en Indonésie.

Selon notre analyse, durant l'année écoulée, la militarisation accrue de la sécurité publique et la diffamation généralisée des défenseur(e)s ont affecté la capacité des activistes à travailler efficacement dans les régions et les communautés où opère PBI. En réponse, notre organisation a renforcé sa présence sur le terrain dans certains des territoires les plus violents, afin de garantir une observation internationale cohérente et de mettre en œuvre des stratégies efficaces pour dissuader les acteurs armés étatiques et non étatiques de s'en prendre aux leaders communautaires qui défendent leurs terres contre l'exploitation destructrice des ressources naturelles, et de protéger les organisations de la société civile qui dénoncent la corruption et les abus. Nous avons également soutenu des centaines de défenseur(e)s des droits humains dans leurs activités de plaidoyer auprès des acteurs de la communauté internationale, en les aidant à mettre en place des réseaux et des initiatives pour contrer les campagnes de diffamation et de harcèlement à leur encontre.

Le rapport annuel compile les histoires et les témoignages de défenseur(e)s des droits humains bénéficiant d'un accompagnement protecteur de la part de PBI, destiné à leur permettre de mener à bien leur activisme en toute sécurité et avec impact. Parmi ces récits figure celui du leader autochtone guatémaltèque Bernardo Caal Xol, qui a été libéré après quatre ans de prison. Le travail de plaidoyer, d'accompagnement et d'observation fourni par PBI et d'autres organisations a pu grandement contribuer à sa libération.

Le rapport présente également le travail effectué avec les activistes des droits des femmes au Kenya, qui affirment que le travail de renforcement des capacités effectué par PBI a amélioré non seulement leur sécurité physique, mais aussi leur bien-être, leur résilience et leur santé mentale.

Pour donner quelques chiffres en guise de conclusion, précisons que, sur l'année 2022, PBI a fourni un accompagnement protecteur à 1 874 personnes, 53 organisations et 822 communautés dans le monde, et que nous avons organisé plus de 250 ateliers sur la sécurité, la consolidation de la paix, la résolution des conflits, etc., à l'attention de plus de 2 000 personnes.

Au sommaire

Guatemala

Le candidat anti-corruption Bernardo Arevalo remporte la présidentielle
Page 2

Colombie

Premier anniversaire sous haute tension pour le président colombien
Page 3

« L'État protège insuffisamment les défenseur(e)s » - Oscar Ramírez
Page 4

Mexico

In gesprek met Valentina, kandidaat PBI vrijwilliger
Page 5



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Guatemala

Le candidat anti-corruption Bernardo Arevalo remporte la présidentielle

Comme les élections guatémaltèques nous semblent avoir peu retenu l'attention de la presse internationale, nous l'évoquons à l'aide d'un article publié le 21 août dernier sur le site de la chaîne d'information en continu France 24. Nous le reprenons presque tel quel.



Le président élu Bernardo Arevalo

Après le dépouillement de 95 % des suffrages, Bernardo Arevalo a remporté le second tour du scrutin présidentiel au Guatemala avec 59 % des voix. Il devance largement l'ancienne Première dame Sandra Torres (36 %).

Le dimanche 20 août 2023, le Guatemala a tranché pour le renouveau. Le candidat surprise de l'élection présidentielle Bernardo Arevalo, objet de tentatives de disqualification pendant la campagne électorale, a remporté le second tour du scrutin avec la promesse d'en finir avec la corruption dans un pays miné par la pauvreté et la violence. Le nouveau président prendra ses fonctions le 14 janvier 2024.

"Le peuple guatémaltèque a parlé haut et fort", a déclaré Bernardo Arevalo, 64 ans, à la presse après sa victoire en prononçant un discours fort contre la corruption. Il a aussi indiqué que les présidents de deux pays voisins, le Mexicain Andrés Manuel López Obrador et le Salvadorien Nayib Bukele, l'avaient appelé pour le féliciter et discuter d'un programme commun. Plus tôt, la présidente du Tribunal suprême électoral (TSE) Irma Palencia avait annoncé que Bernardo Arevalo avait obtenu 59 % des voix après le dépouillement de 95 % des suffrages, contre 36 % à sa rivale, l'ex-Première dame Sandra Torres. Le président sortant de droite Alejandro Giammattei a rapidement réagi sur X (anciennement Twitter), félicitant Bernardo Arevalo et l'invitant "à entamer une transition ordonnée dès le lendemain de l'officialisation des résultats".

"La victoire de M. Arevalo signifie la défaite de la vieille politique, du parti au pouvoir (...). Une autre ère commence pour notre pays et nous devons nous mobiliser pour une transition pacifique", a noté l'analyste indépendant Miguel Angel Sandoval. Le scrutin s'est déroulé sans qu'aucun "incident significatif" ne soit signalé, a

indiqué le TSE, soulignant sans plus de précisions un "pourcentage historique de participation".

Torres soutenue par les "forces traditionnelles"

Les deux candidats en lice, Bernardo Arevalo, 64 ans, et Sandra Torres, 67 ans, se réclament tous deux de centre gauche. Mais si le premier cristallise les espoirs de changement dans un pays profondément inégalitaire, sa rivale est considérée comme la représentante de l'establishment. À la tête du parti Unité nationale de l'espoir (UNE), Sandra Torres a promis des programmes d'aide sociale et diverses subventions pour les pauvres. Cependant, elle a gagné le soutien de la droite et des évangélistes et multiplié les discours conservateurs. "Les forces traditionnelles ont misé sur Torres, car Arevalo est considéré comme un risque pour la continuité du système", souligne auprès de l'AFP l'analyste politique Arturo Matute.

L'ancienne épouse de l'ex-président de gauche Alvaro Colom (2008-2012) bénéficie du soutien silencieux du président sortant Alejandro Giammattei, dont le mandat a été marqué par la répression contre les magistrats et les journalistes qui dénonçaient la corruption. Elle a aussi l'appui de la puissante élite économique allié au gouvernement.

Les élites économiques inquiètes

Qualifié à la surprise générale lors du premier tour, Bernardo Arevalo cristallise les espoirs de changement, notamment chez les jeunes qui représentent 16 % des 9,4 millions d'inscrits. "Nous avons été les victimes, les proies, de politiciens corrompus pendant des années", a-t-il déclaré mercredi. "Voter, c'est dire clairement que c'est le peuple guatémaltèque qui dirige ce pays, et non les corrompus", a-t-il assuré.

La spectaculaire percée de Bernardo Arevalo suscite des préoccupations parmi les élites économiques et politiques du pays, qui le voient comme un danger pour leurs intérêts, et le ministère public a multiplié les procédures à son encontre. Sur avis du parquet, un juge avait ordonné le 12 juillet la suspension de son parti Semilla pour de supposées irrégularités lors de sa création en 2017. La Cour constitutionnelle avait suspendu cette décision.

La veille, le procureur Rafael Curruchiche, sanctionné pour "corruption" par Washington, avait annoncé de possibles arrestations à venir de dirigeants de Semilla. Communauté internationale et analystes considèrent les actions du ministère public comme une tentative d'écarter Bernardo Arevalo de l'élection.

Article repris à France 24



Colombie

Premier anniversaire sous haute tension pour le président colombien

Gustavo Petro, rattrapé par des accusations de financement illégal de sa campagne. La droite promet d'engager une procédure de destitution. L'article ci-dessous a été publié le 10 août dernier dans le journal La Libre Belgique.

Quel anniversaire ! Le premier président de gauche élu en Colombie, Gustavo Petro, espérait certainement un gâteau moins amer pour son premier anniversaire à la tête de son pays. Mais il a été rattrapé par l'arrestation, le 29 juillet, de son fils Nicolas et de son ex-belle-fille Daysuris Vásquez, accusés de blanchiment et d'enrichissement illégal pendant la campagne présidentielle de 2022 qui a porté son père au pouvoir.

Le couple, même séparé, avait d'abord déclaré que les fonds avaient servi à son enrichissement personnel. Mais Nicolas Petro, 37 ans, n'a visiblement pas apprécié l'attitude de son père qui a annoncé publiquement qu'il laisserait la justice suivre son cours sans la moindre intervention de sa part.

Quelques jours plus tard, contre l'avis de ses avocats et face aux nouvelles preuves qui s'annonçaient contre lui, l'aîné des six enfants du président de la République colombienne a annoncé qu'il allait collaborer avec la justice. Selon plusieurs médias locaux, le procureur Burgos en charge de l'enquête aurait proposé "une réduction de 50 % de la peine encourue en échange de ses aveux".

Nicolas Petro a donc notamment révélé les noms de trois de ces généreux "mécènes" qui auraient délié leurs bourses pour aider au financement de la campagne présidentielle de son père. Parmi ceux-ci, Samuel Santander López Sierra, un ex-sénateur colombien surnommé "Marlboro man" pour avoir longtemps été, dans les années 80, le roi de la contrebande de cigarettes et d'alcool dans le nord du pays. Il a été extradé en 2003 aux États-Unis où il a purgé une peine de dix-huit ans de prison pour trafic de drogue.

Selon l'ex-belle-fille du président, "Marlboro man", de retour en Colombie en 2021, aurait remis près de 600 millions de pesos (140 000 euros) en liquide à Nicolas Petro, dans l'espoir d'obtenir le soutien de la campagne de Gustavo Petro pour reprendre sa carrière politique. Tout cela sans que le futur vainqueur de la présidentielle ne soit au courant, selon la bru.

"Une partie de cet argent a été utilisée par Nicolas Petro lui-même [...] et une autre partie a été investie dans la campagne présidentielle de 2022", a expliqué le procureur général Francisco Barbosa, ouvertement en guerre contre Gustavo Petro, à l'issue d'une audition du suspect qu'il a ensuite placé en garde à vue.

Un président affaibli mais combatif

Le président, lui, n'a pas démenti le financement illégal de sa campagne évoqué par son fils. En revanche, à l'occasion d'une rencontre avec des agricul-



Gustavo Petro, fin mai 2022, célébrant sa victoire à la présidentielle colombienne en compagnie de son fils Nicolas.

teurs dans le nord du pays le 4 août, il a nié ouvertement avoir été au courant de ces mouvements financiers.

"Ce qui n'arrivera jamais [...] c'est que l'on dise que l'actuel président de la République ait initié ou été complice d'un délit commis par l'un de ses fils ou l'une de ses filles, car cela ne s'est pas produit", a-t-il affirmé, avant d'ajouter : "si c'était le cas, ce président devrait partir aujourd'hui"

Quelle que soit sa posture, politiquement, le coup est rude pour un président qui a bâti une partie de sa réputation sur la dénonciation de la corruption du système politique colombien. La droite, encore groggy de sa défaite à la présidentielle ne s'est pas fait prier pour monter aux barricades et exiger la démission du président. Certains courants de la droite ont déjà annoncé vouloir mettre sur pied des manifestations pour réclamer le départ du président, tandis que le sénateur Jota Pe Hernandez, célèbre sur les réseaux sociaux en Amérique latine a, lui, prévenu qu'il allait demander la mise sur pied d'une commission d'enquête sur ce dossier et sur le rôle réel du président qui ne pourra s'opposer à cette démarche faute de majorité à la chambre haute.

Gustavo Pedro a donc esquissé ces derniers jours sa ligne de défense. "Ce gouvernement prend fin par mandat populaire, par personne d'autre. Personne d'autre ne peut mettre fin à ce gouvernement que le peuple lui-même, et ce peuple a donné un ordre à la majorité dans les urnes : nous irons jusqu'en 2026 !"

D'ici là, le président et les Colombiens ont rendez-vous le 29 octobre prochain avec des élections locales qui s'annoncent comme un véritable test pour le président et sa formation politique.

Hubert Leclercq



Colombie

« L'État protège insuffisamment les défenseur(e)s » - Óscar Ramírez

Président du Comité de Solidaridad con los Presos Políticos et avocat de profession, Óscar Ramírez se bat depuis près de 7 ans en faveur de la défense des droits humains. Lors de son speaking tour à Genève, PBI-Suisse en a profité pour lui poser quelques questions sur la situation des droits humains en Colombie.

La Colombie est déchirée par un long conflit armé interne qui reste sans fin. Le dernier rapport de *Front Line Defenders* indique que la Colombie est le pays le plus dangereux au monde pour les défenseur(e)s des droits humains, comptant pour près de 46% de tous les assassinats d'activistes à travers le monde. Sur les 186 meurtres de défenseur(e)s, 88 étaient liés à la défense de la terre, de l'environnement et des peuples autochtones.

Qui sont ces personnes en Colombie qui défendent les droits humains au prix de leur vie?

Les défenseur(e)s des droits humains en Colombie sont souvent assassiné(e)s pour s'opposer aux dépossessions des terres, à la violence et aux politiques économiques qui appauvrissent les communautés. Ces attaques proviennent notamment d'organisations paramilitaires. Ces dernières assassinent les défenseur(e)s des droits humains qui demandent l'accès à la terre, la reconnaissance de leurs droits, la paix sur leurs territoires et une meilleure protection de l'environnement. Dans ce contexte, l'État est responsable non seulement de ne pas protéger les défenseur(e)s, mais encore de permettre et favoriser la prolifération de ces groupes paramilitaires. Rien qu'en 2023, entre janvier et le 24 mai, il y a eu environ 68 homicides de leaders sociaux.

Dans ce contexte de violence généralisée, comment peut être perçu(e) un(e) défenseur(e) en Colombie ?

Être un(e) défenseur(e) des droits humains en Colombie est un travail à haut risque, particulièrement pour ceux qui se trouvent dans les régions les plus reculées du pays où les institutions n'existent pas. En Colombie, il existe une véritable atmosphère de stigmatisation des défenseur(e)s : les personnalités proches de la politique traditionnelle et des pouvoirs économiques ont toujours véhiculé une image négative de la défense des droits humains, en créant des associations trompeuses d'appartenance d'activistes à certains groupes. Ces scénarios de stigmatisation sont constants. En Colombie par exemple, une députée du centre démocratique a accusé les défenseur(e)s des droits humains de faire partie de la guérilla ou de favoriser des groupes criminels, ce qui est tout à fait faux. Être un(e) défenseur(e) en Colombie, c'est se battre pour des droits, mais aussi pour protéger sa propre vie et celle des autres.



L'avocat Óscar Ramírez de passage à Genève

Comment se traduit le soutien de PBI sur le terrain ?

PBI joue un rôle fondamental dans la protection des défenseur(e)s en Colombie. PBI nous accompagne dans différents lieux, aide à créer une atmosphère favorable, génère et ouvre des espaces de plaidoyer très importants pour que nous puissions rendre visibles nos risques et nos préoccupations. PBI travaille avec nous [le Comité de Solidaridad con los Presos Políticos] dans de nombreux scénarios. PBI nous accompagne physiquement lors d'observations de manifestations et d'interactions avec les forces publiques. Lorsque PBI explique son rôle

d'observateur international, cela a un effet positif sur le comportement des policiers, qui sont dissuadés d'adopter une attitude violente à notre égard et de nous disqualifier. PBI nous aide également en nous formant à des éléments de protection et d'autoprotection de telle manière que, lorsque nous sommes confrontés à un risque quelconque, nous puissions réagir si nous avons besoin du soutien d'autres organisations spécialisées. PBI nous soutient également lorsque nous déposons des plaintes ou nous allons voir les institutions : le fait que PBI nous accompagne incite toujours les institutions à prêter plus d'attention aux agressions potentielles à l'encontre des défenseur(e)s.

Qu'attendez-vous de cette 53e session du Conseil des droits de l'homme à Genève ?

Avec d'autres collègues d'organisations de la société civile colombienne, nous sommes venu(e)s insister sur le fait que les violations des droits humains en Colombie sont dues à de nombreux facteurs. Toutefois le facteur déterminant, c'est la résolution du conflit armé interne. Nous attendons que le Conseil des droits de l'homme se prononce en faveur de la réalisation de la paix qui inclut tous les acteurs sociaux. Une paix qui doit comporter certains minima tels que des garanties pour les victimes, la protection des leaders sociaux, un système judiciaire qui parvienne à dévoiler ou à révéler les relations entre les structures armées, l'État et les hommes d'affaires, dans le but de générer un scénario favorable pour que la paix puisse être maintenue en Colombie pendant longtemps. Nous savons que c'est un processus qui prendra de nombreuses années, mais le fait que la communauté internationale se prononce en sa faveur est bien un signe que nous avançons.

Article de PBI-Suisse



Mexico

In gesprek met Valentina, kandidaat PBI vrijwilliger

Haar enthousiasme is duidelijk zichtbaar wanneer Valentina vertelt dat ze bijna naar Mexico vertrekt om daar als PBI vrijwilliger aan de slag te gaan. Na een uitgebreide training op afstand wordt het tijd om in Mexico het team in het echt te ontmoeten. Voordat Valentina vertrekt, hebben wij de kans om haar nog even te spreken.*

Keuze voor PBI en Mexico

Hoe is ze bij PBI terecht gekomen, en waarom heeft ze voor PBI gekozen? Ze legt uit dat ze wist dat ze graag in Latijns-Amerika wilde werken: “er zijn zo veel dingen die je dan kunt doen en ik was bang dat het heel erg als ‘voluntourism’ zou zijn, dat je de lokale gemeenschap niet écht ondersteunt en op een manier die misschien paternalistisch is. Dat zou ik niet willen.” Tijdens haar vorige werk met mensenrechtenverdedigers van over de hele wereld in Nederland kwam ze voor het eerst in contact met PBI. Valentina: “Ik zag dat PBI niet-inmenging en geweldloosheid als belangrijke doelen heeft. Alle doelen en waarden van PBI trokken mij aan. Het gaat om hoe je kunt ondersteunen zonder die grens te overschrijden.”

Valentina's vorige werk heeft een duwtje richting Mexico gegeven. Daarin werkte ze enkele maanden samen met een mensenrechtenverdediger uit Mexico, die veel vertelde over het land en de ervaringen daar. Daarnaast heeft ze ook veel inspirerende Mexicaanse auteurs gelezen en is ze erg geïnteresseerd in migratie die plaatsvindt in en om Mexico.

Selectie en training

Het selectie- en trainingsproces van PBI Mexico duurde best lang. “Ik had me aangemeld in november, en ontving een uitnodiging voor een interview in december. In het interview stelden ze allerlei vragen, over situaties zoals hoe je omgaat met wonen met mensen die je niet kent, en met wie je zowel werkt als woont. Wat als je niet met elkaar overweg kunt? Vragen waarvan ik niet had verwacht dat ze die zouden stellen, heel context-specifiek.”

De volgende stap (in maart) bestond uit het lezen van meerdere werkboeken over verschillende onderwerpen die te maken hebben met het werk van PBI. “Zo krijg je een breder beeld van wat PBI doet in Mexico, en daar reflecteer je dan op. Het is heel interessant, je leert zo veel”. Naast een groepsopdracht met de andere aankomende veldvrijwilligers zaten bij de werkboeken ook specifieke vragen om te beantwoorden en reflecties om te schrijven: “er zat heel veel reflectie in, wat erg behulpzaam was. Dan denk je echt na over of dit is wat je wilt doen.”

“Aan het eind van de trainingsweek hadden we allemaal het gevoel dat we elkaar kenden. Ik herinner me dat ik dacht, ik wil jullie allemaal in het echt ontmoeten!”

Online trainingsweek

Een paar weken daarna, in mei, vond vervolgens de online trainingsweek plaats. Deze duurde negen dagen, inclusief één pausedag, “wat best lang is, maar het was zo interessant dat het niet zo voelde”. Elke dag waren er twee sessies, en soms werd de groep opgesplitst in teams. Valentina: “zo krijg je ook de mogelijkheid om te praten met de verschillende mensen die je online ontmoet. Aan het eind hadden we allemaal het gevoel dat we elkaar kenden. Ik dacht toen : ik wil jullie allemaal in het echt ontmoeten!”



PBI-vrijwilligerswerk in het veld

Gedurende de week was er ook een één-op-één gesprek met iemand van de trainingscommissie van PBI Mexico. Daarin spraken ze over hoe het ging, welke verwachtingen ze had, en welke eventuele voorkeuren voor de locatie in Mexico. “En ze geven je dan ook feedback, dat is ook heel behulpzaam! Want je doet gewoon je best, maar je weet niet wat zij van je verwachten.” Na dit gesprek waren er nog meerdere dagen waarin de feedback meegenomen kon worden en waarin eventuele andere vragen nog gesteld konden worden.

Valentina legt uit dat in de trainingsweek ook duidelijk werd gemaakt dat het belangrijk is dat zij en de anderen ook PBI kiezen, niet alleen andersom. De trainingscommissie wilde er zeker van zijn dat de kandidaatvrijwilligers een goed gevoel hebben bij wat ze uiteindelijk gaan doen, en “dat je je onderdeel van het team voelt”. Dat was voor haarzelf in ieder geval wel het geval, “dus ik hoopte echt dat ze me zouden aannemen.”

Daarnaast heeft Valentina in het trainingsproces nooit het gevoel gehad dat het een competitie was. “Vooral in de trainingsweek had ik niet het gevoel dat iemand daar probeerde om de anderen te overtreffen of meer te spreken dan anderen.” Ze omschrijft het dan ook als een heel fijne ‘safe space’. In de training realiseerde



A m e r i k a

ze zich ook dat de organisatie zich echt houdt aan de waarden van PBI die haar in eerste instantie zo aanspraken. Verder werd er tijdens de training veel gefocust op het welzijn van vrijwilligers, wat ze als heel positief ervaart: “het is goed om te weten dat ze het welzijn van vrijwilligers prioriteit geven. Dit is ook een reden waarom ik graag wil gaan.”

“Het is heel uniek om ergens te werken vanwege de waarden ervan. Dat is de basis van dit alles.”

Verwachtingen

We zijn ook benieuwd waar Valentina het meest naar uitkijkt op dit moment. Daarover vertelt ze: “Ik denk dat de mogelijkheden die ik zal krijgen om ‘on the ground’ te zijn heel unieke ervaringen zullen zijn, dus daar kijk ik echt naar uit.” Tijdens de training is duidelijk gemaakt dat een groot deel van het werk zich ook op kantoor afspeelt, dus ze kijkt in het bijzonder uit naar de momenten waarop ze ‘in het veld’ kan zijn. Daarnaast ziet ze er ook naar uit om haar andere collega’s te ontmoeten en van hen te leren. Dat laatste geldt overigens voor de gehele ervaring, waarvan ze heel veel verwacht te leren. Valentina: “ook in persoonlijke ontwikkeling, naast alle andere dingen.”

Zijn er ook dingen waar ze minder naar uitkijkt? Een beetje grijnzend zegt Valentina: “ze vertellen ons steeds dat het samenwonen met de anderen het moeilijkste is”. Ook al denk je van tevoren dat het geen probleem zal zijn, je gaat momenten hebben waarop je botst met iemand, is de boodschap. “Ga er maar niet van uit dat jij dit niet zult hebben, het gaat gebeuren”, vat Valentina het samen. Later voegt ze nog lachend toe: “één ding waar ik wel een beetje zenuwachtig voor ben, is moeten koken voor iedereen. Ik kook wel, maar voor zes mensen...”

Komende tijd

Voor Valentina naar Mexico kan vertrekken, moeten nog een paar laatste praktische zaken geregeld worden. Daarnaast probeert ze vooral tijd door te brengen met familie en vrienden in Nederland. Wanneer ze in Mexico aankomt, zal er eerst nog een week met meer diepgaande training zijn. Vervolgens zal ze beginnen op de locatie waar zij bij is ingedeeld: “dan zullen de mensen daar je verder trainen en vertellen waar ze aan werken.”



PBI-vrijwilligerswerk in het veld

Advies voor anderen

Op de vraag of ze advies heeft voor anderen die overwegen om zich aan te melden als vrijwilliger, heeft Valentina een duidelijk antwoord: “ook al lijkt het misschien een lang proces, blijf ermee doorgaan! Want je zult er misschien achter komen dat dit precies is wat je wil doen. Toen ik in de training met de andere vrijwilligers sprak, merkte ik dat iedereen zo gelijkgestemd was, ik had niet verwacht dat dat zou gebeuren. Ik voelde dat we zo veel gemeen hebben, en we kennen elkaar nog niet eens. Omdat we deze gemeenschappelijke interesses hebben die mensen echt samenbrengen.” Dit is ook iets waar ze erg naar uitkijkt: “het is heel uniek om ergens te werken vanwege de waarden ervan.”

Als we aan het eind van het gesprek vragen of Valentina nog iets wil toevoegen, concludeert ze: “het lijkt me als geheel een heel unieke ervaring die ongetwijfeld heel veel brengt voor iedereen die het meemaakt. En het lijkt misschien intens om te doen voor een jaar, maar ik ben ervan overtuigd dat met intensiteit ook veel goeds komt!”

* Valentina is niet haar echte naam. Uit veiligheidsoverwegingen hebben we voor dit artikel een pseudoniem gebruikt.

Artikel van PBI-Nederland

PBI Projecten zoeken veldvrijwilligers

In de projectlanden van PBI werken veldvrijwilligers aan « making space for peace » : de bescherming van mensen en organisaties die bedreigd worden. PBI is regelmatig op zoek naar nieuwe veldvrijwilligers voor bijvoorbeeld Latijns-Amerika. De vrijwilligers werken en wonen in teamverband gedurende een jaar of langer. De teamlanden komen uit verschillende landen en middels een roulatiesysteem wordt er iedere keer één lid vervangen uit het team.

